

Document

L'endettement public en Europe

(par Karl Müller- <http://www.voltairenet.org>)

20 janvier 2010

Les Etats membres de l'Union européenne ont augmenté sans retenue leur dette publique, faisant voler en éclat le Pacte de stabilité qu'ils avaient conclu. Déjà un huitième de leurs ressources est absorbé par le remboursement des prêts auxquels ils ont souscrits. Le système évolue de sorte que les Etats deviennent des machines à drainer l'argent des contribuables vers les banques.

Le 10 septembre 2009 la revue économique allemande Handelsblatt fit bondir ses lecteurs en titrant : « Endettement de l'Etat : l'explosion ». Suivant une étude non publiée de la Commission européenne, dans certains Etats de l'Union européenne (UE), la crise économique conduira à une énorme croissance de leur endettement d'ici à 2020. On prédit à la Grande-Bretagne une dette qui atteindra 180 % du Produit intérieur brut (PIB). A la fin de 2008 cet endettement n'était encore « que » de 50 % environ du PIB. Selon l'article, l'endettement de l'Etat augmentera de façon exponentielle dans d'autres pays de l'UE : en France par exemple jusqu'à 125 % du PIB, en Allemagne un peu plus de 100 %.

Parallèlement l'étude douchait les espoirs euphoriques de croissance : « Le taux de croissance dans l'UE ne devrait pas dépasser 1 % dans un avenir prévisible. » Si la conjoncture virait à la hausse, les Etats devraient alors compter avec des taux d'intérêt nettement plus haut et donc avec des intérêts plus élevés.

Endettement public : l'explosion

De fait, nombre des sources actuelles parlent en faveur d'une augmentation de la dette publique dans les pays de l'UE (ainsi qu'aux USA et au Japon) bien au-delà du soutenable. Pour l'ensemble de l'UE, la Chambre d'économie autrichienne prédisait en novembre 2009 sur la base des chiffres de la Commission européenne, de l'Eurostat (Institut européen de la statistique) et de l'OCDE que la dette publique globale des 27 Etats de l'Union, qui s'élevait en 2008 à 61,5 % du PIB, atteindrait en 2011 83,8 % du PIB et même, dans la zone euro des douze, 88,2 %. Or la limite supérieure prévue par le Pacte de stabilité européen est de 60 % du PIB, et elle s'élève d'ores et déjà à 78,7 % en moyenne des Etats de l'UE (estimation pour 2009). 8 des pays de la zone euro des 12 sont déjà endettés au-delà de 60 % de leur PIB. Seuls la Finlande, le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Espagne satisfont encore aux exigences du Pacte de stabilité.

D'ici à 2011 l'endettement public devrait atteindre 88,2 % du PIB en Grande-Bretagne, 87,6 % en France et 79,7 % en Allemagne. Pour les trois quarts seulement de l'année 2009 le déficit des budgets publics, selon une communication de l'Office fédéral allemand des statistiques en date du 29 décembre 2009, s'élevait à 96,9 milliards d'euros, contre 79,6 l'année précédente pour la même durée. Et pour les années 2010 et 2011, le DIW (Institut allemand de recherche économique) prédit un accroissement de la dette d'environ 240 milliards d'euros (Communiqué de presse du 7 janvier).

Ce n'est pas ainsi que l'on contribue au bien public

Et pourtant ce n'est pas en accroissant vertigineusement la dette de l'Etat que l'on contribue au bien public. Bien au contraire : il n'y a rien de bon à en attendre. Le 24 décembre, par exemple, le Neue Zürcher Zeitung écrivait au sujet de la France : « Le marché de l'emploi alourdit l'atmosphère et la lutte pour la répartition des richesses se fait plus âpre » et le 30 décembre à propos de la Grande-Bretagne : « La livre sterling risque de poursuivre sa chute ». Les citoyennes et citoyens allemands doivent s'attendre en 2010 à une forte hausse du chômage et sans doute à des salaires stagnants pour ceux qui ont encore un emploi.

De toute évidence la théorie selon laquelle l'augmentation des dépenses publiques favorise le bien-être général ne fonctionne plus. Il est très douteux qu'elle ait jamais fonctionné sur la durée. Dans les années 30

du siècle dernier, le « New Deal » tant encensé du président états-unien Franklin D. Roosevelt, après une apparence de succès immédiats, n'avait en cinq ans ramené le taux de chômage qu'à 26,4 %. [1] Et le « miracle économique » de Hitler – tout comme celui qui eut lieu aux USA quelques années plus tard – n'a été dû qu'au pillage d'autres peuples, au détriment de la paix et sur le dos de millions de victimes. Mais à qui profite le crime ?

Anthony C. Sutton a fait une remarque intéressante dans le tome 3 de sa série Wall Street and the rise of Hitler : « Si nous observons le vaste éventail des faits présentés dans les trois tomes de la série sur Wall Street, nous constatons le retour régulier des mêmes noms : Owen Young, Gerard Swope, Hjalmar Schacht, Bernard Baruch, etc. ; des mêmes banques internationales : J. P. Morgan, Guaranty Trust, Chase Bank et de la même adresse new-yorkaise : en général Broadway 120. Ce groupe de banquiers internationaux a soutenu la révolution bolchevique et a tiré ensuite profit de la fondation de la Russie soviétique. Ce groupe a financé Roosevelt et a tiré profit du socialisme du New Deal. Ce groupe a également financé Hitler et a, c'est sûr, tiré profit du réarmement allemand dans les années 30. Alors que le grand capital aurait dû normalement faire des affaires avec des firmes telles que Ford Motor, Standard Oil of New Jersey, etc., nous constatons que ses activités se déployaient dans les bouleversements politiques, la guerre et les révolutions survenues dans trois pays de première importance. » [2] Dieter Meyer, un ancien Ministerialrat allemand, a créé un site Internet sur l'endettement public en Allemagne et en UE (www.staatsverschuldung-schuldenfalle.de). Il y écrit qu'en 2008 « presque un huitième des rentrées fiscales » a été absorbé par les intérêts de la dette. « De 1965 à 2008 la part totale des nouveaux endettements et des déficits dans le budget total s'élevait à environ 1339,9 milliards d'euros et les intérêts de la dette à 1514,5 milliards d'euros environ. [...] Le financement des crédits destinés aux budgets publics a dégénéré jusqu'à n'être plus qu'une fin en soi inutile au plan fiscal. Elle ne sert plus au financement du budget proprement dit, mais à celui des dépenses d'amortissement et d'intérêts de ses propres emprunts. »

Et de fait : Selon les données fournies par le Bund der Steuerzahler e.V. (Union des contribuables) allemand, les budgets publics ont versé en 2005 64,2 milliards d'euros d'intérêts, 64,9 en 2006, 66,1 en 2007, 67,9 en 2008, et en 2009 on dépassera sans doute les 70 milliards (état des calculs au 19/1/09) ; des sommes transférées en grande partie sur les comptes de banques nationales et étrangères. La Bundesrepublik Deutschland Finanzagentur GmbH (Agence financière de la République fédérale d'Allemagne SA), compétente pour la recherche des financements, a publié dans un communiqué de presse du 16 décembre 2008 les noms des dix premiers créanciers au titre de divers emprunts d'Etat : Barclays Bank, Deutsche Bank, Merrill Lynch, UBS, Morgan Stanley, The Royal Bank of Scotland, Société Générale, J.P. Morgan, Goldman Sachs et Citigroup.

Comment vont réagir les Etats ?

Que se passera-t-il donc si les pronostics donnés au début de ce texte au sujet des endettements publics se réalisent ? Comment réagiront les responsables au niveau national et européen ? Un nombre toujours plus élevé d'Etats de l'UE va-t-il se déclarer en faillite voir leur solvabilité dégringoler dans les agences de notation en raison de leur endettement élevé – ce qui est déjà en partie le cas – et devoir payer aux bailleurs de fonds des intérêts de plus en plus élevés ? Les Etats les plus puissants de l'UE exerceront-ils sur les Etats moins influents une pression de plus en plus forte pour qu'ils se plient aux intérêts des grands, transformant peu à peu l'UE en un « directoire des grands et de quelques-uns de leurs valets » (Jean Asselborn) ? L'UE deviendra-t-elle un instrument de plus en plus évident de la répartition des richesses en direction de la haute finance ? Le paiement des intérêts, qui alimenteront de plus en plus grassement ces créanciers prendra-t-il de plus en plus la place des dépenses normales des Etats ? Privatisera-t-on encore plus les services publics, le profit devenant de plus en plus la norme, au détriment du bien public ? Ou bien les Etats de l'UE, pressés par la dette, chercheront-ils bientôt leur salut dans une politique inflationniste qui anéantira les monnaies ?

La Neue Zürcher Zeitung a joint à sa livraison du 5 janvier un supplément « L'année financière 2009 ». On peut y lire : « L'année financière 2009 a fait le bonheur de beaucoup d'investisseurs. Après les pertes dramatiques de l'année 2008 les cours n'ont pratiquement pas cessé de monter à partir de mars 2009. Même ceux de nombreuses matières premières, par exemple l'or et le pétrole, se sont vigoureusement repris, et les obligations d'entreprises se sont avérées aussi rentables que les actions. » Dès le 22 décembre le Spiegel Online titrait : « Capitulation face au monstre du Monopoly. C'est le scandale de l'année : les banques d'investissement, après avoir failli entraîner le monde dans un abîme financier, se sont remises à jouer à leur Monopoly des milliards. [...] C'est l'absurdité même : ceux qui ont provoqué la crise en sont maintenant les grands gagnants. Ils profitent de l'argent des banques nationales qu'ils obtiennent

pratiquement pour rien. » Et vers la fin de l'article on nous présente les tenants et aboutissants : « Durant la dernière décennie les gouvernements de Londres et de Washington ont rendu leur économie dépendante de la finance. Il y a longtemps que Wall Street est partie prenante de l'administration états-unienne. Londres est après New York la deuxième place financière mondiale et tient à le rester ; il ne faut donc pas indisposer le monstre en lui imposant des obligations trop pénibles. »

Maintenant ils crient : Au voleur !

Le Handelsblatt du 5 janvier a publié une interview de Joachim Fels, économiste chez Morgan-Stanley. Fels y explique : « La Grèce se fait qu'offrir un avant-goût de ce qui attend d'autres pays. Somme toute les gouvernements ont repris une quantité astronomique d'emprunts et de créances à un secteur privé surendetté. [...] Les marchés financiers joueront en 2010 la carte de la faillite des Etats et donc de l'inflation. [...] Les investisseurs exigeront des primes de risque et des intérêts à long terme plus élevés. Ce qui, à partir de 2011, fera augmenter le coût des nouvelles dettes publiques. » Un coût qu'en définitive supportera, avec ou sans inflation, le contribuable.

[1] Selon Hans-Ulrich Thamer, *Verführung und Gewalt, Deutschland 1933-1945* [Séduction et violence, l'Allemagne de 1933 à 1945], 1994, p. 470.

[2] D'autres auteurs vont plus loin encore que Sutton. F. William Engdahl écrit par exemple dans son livre paru en 2009, *Der Untergang des Dollar-Imperiums. Die verborgene Geschichte des Geldes und die geheime Macht des Money Trusts* (ISBN 9783-938516-89-8) [Le déclin de l'empire du dollar. L'histoire cachée de l'argent et la puissance occulte du « Money Trust »] : « Longtemps avant la victoire des Etats-Unis dans la Seconde Guerre mondiale les Rockefeller et les dirigeants des principales entreprises et banques américaines avaient bien compris que le marché américain était beaucoup trop restreint pour leurs ambitieux projets. Selon eux, la démarche de l'Amérique devait être globale, pour qu'elle puisse accomplir sa « destinée manifeste », l'accroissement illimité de la puissance américaine. [...] A y regarder de plus près, si les familles Rockefeller, Harriman et Bush ont largement et très discrètement participé aux préparatifs de guerre du Troisième Reich et leur ont apporté un soutien d'importance capitale, ce n'était pas seulement en raison de leur sympathie pour la philosophie de Hitler et ses méthodes : bâillonner la classe ouvrière et pratiquer une économie sous commandement politique. Ils nourrissaient des vues beaucoup plus ambitieuses : il ne s'agissait pas de soutenir une Allemagne victorieuse, mais d'avoir une guerre mondiale d'où naîtrait ensuite après 1945 un « siècle américain », ou plus exactement un « siècle Rockefeller ». Bush, Rockefeller, Harriman, DuPont et Dillon ont notablement contribué au soutien apporté au Troisième Reich à ses débuts, car une partie de leur grand plan géopolitique consistait à mener les grandes puissances politiques européennes, en particulier l'Allemagne et la Russie à s'entre-détruire. Comme mentionné, un stratège britannique parlait de laisser ces deux puissances « se saigner à blanc » ce qui devait ouvrir la voie à l'hégémonie du « Siècle américain ». » (pages 165 et 192 de la version allemande)

Engdahl expose qu'avec l'argent de la Fondation Rockefeller, sous l'égide du Council of Foreign Relation (CFR) et en étroite collaboration avec l'administration Roosevelt fut créé durant la guerre un War&Peace Study Group, tenu caché à l'époque, et qui produisit de nombreuses études dont l'idéologie rappelle celle de l'Allemagne nationale-socialiste : « Les géants américains de la banque et de l'industrie devaient conquérir de nouveaux marchés, plus d'espace, ce que le War&Peace Study Group nommait la « Grand Area ». [...] Isaiah Bowman, membre fondateur du CFR et directeur du War&Peace Study Group au CFR, également connu comme « expert américain en géopolitique » pendant la Seconde Guerre mondiale, utilisa encore un autre terme pour désigner la « Grand Area » projetée : en référence à la notion géographique hitlérienne qui devait justifier au plan économique l'expansionnisme allemand, Bowman parla « d'espace vital économique américain ». » (pages 171 et suivantes).